

Dans le recyclage, tous les opérateurs attendent une embellie

— La chute des cours des matières premières affecte les entreprises classiques comme celles de l'économie sociale et solidaire.

Le secteur de déchets a cette particularité de compter quelques-uns des plus gros employeurs de l'économie sociale et solidaire – Le Relais, qui appartient à la galaxie Emmaüs, Vitamine T, Envie – aux côtés de multinationales implantées dans des dizaines de pays, comme Suez et Veolia.

« Les entreprises classiques ont compris qu'elles avaient intérêt à travailler avec nous. Alors qu'elles ont du mal à recruter, nous pouvons par exemple leur proposer des employés qualifiés que nous avons formés », souligne Jean-Yves Doisy, directeur général adjoint de Vitamine T, qui compte 2 500 salariés.

Les deux familles ont même pris l'habitude de nouer des partenariats. Chez Elise, une entreprise sociale devenue le leader du tri des papiers de bureau, l'accord signé avec les équipes de Veolia vient d'être reconduit pour trois ans. « Nous leur apportons des volumes avec un gros travail effectué sur le recyclage, ils nous assurent des débouchés. Tout le monde y gagne », assure Sophie Bayoux, la direc-

trice générale d'Elise. Cette franchise solidaire compte aujourd'hui 32 sites en France.

Mais quel que soit le statut des acteurs, tous sont confrontés à un principe de réalité. La chute du prix des matières premières pénalise la filière. Le cours du cuivre a ainsi été divisé par deux en cinq ans et le plastique souffre de la baisse des cours du pétrole. Le minerai de fer est devenu, quant à lui, moins cher que la ferraille.

« Depuis 2013, le marché recule de 2 % en moyenne chaque année, et à ce rythme-là nous pourrions perdre 10 % de nos effectifs, soit 2 500 personnes, d'ici deux ou trois ans », souligne Jean-Philippe Carpentier, le président de Federec, la fédération des recycleurs. Le secteur compte 1 300 entreprises, dont près de 15 % viennent de l'économie sociale et solidaire.

La hausse des volumes collectés n'arrive pas à compenser la baisse enregistrée en valeur. « Même s'ils ont des objectifs de développement durable, les industriels ont de plus en plus tendance à se tourner vers la matière première neuve, sans défaut et plus facile à travailler », fait remarquer Jean-Yves Doisy.

Dans le textile, où les entreprises de l'économie sociale assurent 80 % des volumes récupérés, la situation n'est pas brillante non plus. Le prix de la matière pre-

mière collectée a reculé de 30 % en dix-huit mois. En cause, la baisse du pouvoir d'achat dans les pays émergents, acheteurs importants des vieux vêtements. Et pour ne rien arranger, le recyclage des fibres souffre aussi avec la chute des monnaies.

« Nous faisons le gros dos en attendant des jours meilleurs. Mais nous avons été obligés de freiner notre programme de développement », explique Pierre Duponchel, le président fondateur du Relais, de loin le numéro un du secteur, qui emploie 2 000 personnes dont un quart en insertion. Selon lui, le marché est malgré tout en train de s'assainir, et la conjoncture donne des premiers signes d'amélioration.

Face aux aléas des cycles économiques, les professionnels du recyclage cherchent à proposer de plus en plus de valeur ajoutée. « C'est grâce à notre R & D que nous avons mis au point un textile servant d'isolant thermique et acoustique pour le bâtiment », souligne Pierre Duponchel. Pour son activité de déconstruction de véhicules, Vitamine T a signé une convention avec Indra, une société commune de Suez et Renault, pour vendre des pièces détachées d'occasion.

Jean-Claude Bourbon